

# C.E.F. : « 2017, année électorale : quelques éléments de réflexion »

Publié le 20 juin 2016

**La France va vivre une année électorale importante avec l'élection présidentielle et les élections législatives. À la veille de ce qui doit être un authentique débat démocratique, nous souhaitons appeler nos concitoyens à tenir compte de certains enjeux qui nous paraissent engager notre avenir de façon déterminante. Nous le faisons à la lumière de nos convictions enracinées dans la tradition chrétienne et des textes publiés par le Pape François au cours des années écoulées.**

## 1. Démocratie et société de violence

La pratique démocratique établit des règles de débat qui permettent de confronter des convictions et de choisir pacifiquement entre différents projets de société. Quand la vie démocratique tombe dans le discrédit ou l'impuissance, les intérêts particuliers et les groupes de pression s'habituent à user de leurs moyens de contrainte pour forcer les responsables politiques à satisfaire leurs demandes. L'excès de lois trop circonstanciées émousse la force de la loi et le respect qui lui est dû. On s'efforce de dénier les procédures démocratiques pour obtenir par la contrainte, ou même la violence, ce que l'on n'a pas obtenu dans les urnes.

Si nous voulons progresser dans les pratiques démocratiques, nous devons promouvoir l'exercice du droit de vote en développant dans la société un véritable débat qui échappe aux postures, aux « petites phrases » et aux ambitions personnelles.

Le jeu médiatique, établi sur la mise en valeur excessive de la polémique et de la dénonciation, focalise l'attention générale sur des conflits de personnes ou des ambitions particulières en négligeant les convictions et les propositions argumentées. Il fait apparaître les projets et les candidats comme un jeu de rôles dans lesquels les enjeux ne sont présentés que comme des prétextes. Il ne favorise pas la confrontation pacifique, mais en développant la violence verbale, il contribue à développer une sorte d'hystérie de la vie publique.

Pour favoriser un véritable débat national, la campagne électorale à venir devra éviter les risques de crispations identitaires tout en faisant droit au fait national : nos racines, notre culture, notre patrie avec son histoire, ses responsabilités et ses atouts, la place et l'importance du fait religieux et des religions.

## 2. Pour un projet de société

Le débat démocratique n'est pas une fin en soi. Il est au service de la confrontation entre des opinions et des projets. Il doit donc être une occasion d'explicitier quel projet de société nous voulons soutenir et promouvoir. Trop souvent les critères mis en avant se limitent à envisager et exprimer les données économiques, comme si l'économie était le seul facteur de construction de la qualité de la vie humaine, personnelle et collective.

L'être humain est plus qu'un élément du processus économique. Les progrès technologiques et économiques doivent être au service du bien de tous et non seulement du profit de quelques-uns. C'est donc vers une économie du partage que nous devons avancer, vers un partage plus équitable du travail et des fruits du travail.

La qualité humaine d'une société se juge aussi à la manière dont elle traite les plus faibles de ses membres : ceux qui sont laissés au bord du chemin de la prospérité, personnes âgées, malades, personnes handicapées... Nous ne pouvons être indifférents à aucune victime de notre société. Nous sommes responsables du respect de toute vie de son commencement à sa fin.

## 4. Solidarité

Une société vivante ne peut pas être la simple addition d'intérêts ou d'accords particuliers. Elle repose nécessairement sur la recherche du bien commun et la mise en œuvre de moyens de solidarité efficace. C'est une des grandes responsabilités de l'État d'organiser cette solidarité, surtout dans les périodes de grandes difficultés économiques. Partager dans les périodes d'opulence peut paraître relativement indolore : il ne s'agit que de distribuer le superflu. Dans les périodes de restriction, il s'agit de partager en prenant sur le nécessaire.

Dans notre société, l'écart entre ceux qui peuvent compter sur la sécurité et ceux qui sont plongés dans la précarité ne cesse de s'accroître. De plus en plus de nos concitoyens ne peuvent plus bénéficier du droit au travail. Il est illusoire de penser que des indemnités financières peuvent compenser cette carence. La fragilité de l'emploi suscite des crispations de la part de ceux qui jouissent d'un emploi garanti et d'avantages sociaux assurés. La défense des droits acquis se substitue à la volonté de partager et d'intégrer de nouveaux bénéficiaires. Les plus jeunes sont les premières victimes d'un système inégalitaire. Pourtant beaucoup d'entre eux attendent d'être appelés pour prendre leur place dans notre société.

Alors que le dynamisme économique suppose des encouragements durables à l'initiative et à la prise de risque, l'État doit gérer positivement la tension entre un libéralisme sans contrôle et la sauvegarde des mécanismes de protection sociale (assurance